

Colloque à l'occasion du 100^e anniversaire de Carlo Hemmer



Les défis économiques et sociaux à l'horizon 2030 Comment les maîtriser ?

Mercredi, le 3 juillet 2013 à la Chambre de Commerce



*Institut Grand-Ducal
Section des Sciences Morales et Politiques*

**Les défis économiques et sociaux à l'horizon 2030
Comment les maîtriser ?**

Monsieur **Pierre Gramegna**, *Directeur Général de la Chambre de Commerce*

Monsieur le Ministre d'Etat honoraire, Monsieur Ahlborn, chers intervenants et participants à cette conférence.

Nous sommes réunis ce soir pour célébrer le 100^e anniversaire de Carlo Hemmer.

En tant que Directeur Général de la Chambre de Commerce, je suis ravi de pouvoir modérer cette cérémonie. Au cours de ce colloque, des intervenants vont nous inciter à la réflexion sur l'économie et sur le personnage de Carlo Hemmer, à qui nous rendons hommage ce soir.

Cet événement est organisé par la Fondation Carlo Hemmer, par l'Institut Grand-Ducal et par la Chambre de Commerce. Je vous prie d'excuser l'absence de Me André Elvinger, Président de l'Institut Grand-Ducal, qui ne peut malheureusement pas être présent pour raison familiale. Il me tient à cœur de remercier la Société de la Bourse de Luxembourg pour son engagement de financer la publication de la transcription de ce colloque.

Je n'ai malheureusement pas eu la chance de rencontrer Carlo Hemmer. En tant que lointain successeur, j'ai toujours senti sa présence en ce lieu, lui qui est entré et sorti de ce bâtiment quotidiennement pendant des années et qui a même des fois dormi à quelques mètres de la salle plénière dans laquelle nous nous réunissons aujourd'hui. En effet, nous nous trouvons dans les nouveaux murs de la Chambre de Commerce, mais géographiquement nous nous situons dans l'ancien bâtiment inauguré en 1976. Je remercie Carlo Hemmer qui, comme ses successeurs, a laissé une empreinte considérable ici. Nous regrettons l'absence de l'un d'entre eux, Monsieur Paul Hippert, pour cause de décès, mais l'un de ses successeurs était Monsieur Henri Ahlborn, présent ce soir. J'ai eu le plaisir de travailler pendant de longues années avec Henri lors de ma présence au Ministère des Affaires étrangères, alors qu'il était Directeur de la Chambre de Commerce et, plus tard, en tant que Maréchal de la Cour. Par après, nous n'avons plus eu l'opportunité de travailler ensemble, car Henri se tient à une règle d'or : celle de ne pas retourner à un poste antérieur. Je remercie Monsieur Henri Ahlborn pour son initiative et son soutien dans l'organisation de ce colloque.

Monsieur le Ministre d'Etat honoraire, Mesdames et Messieurs, chers amis de Carlo Hemmer,

En tant que président de la Fondation Carlo Hemmer j'ai l'honneur de vous retracer sa vie, ses activités et ses exploits. Carlo Hemmer a créé cette fondation en 1986, sous le nom de « Lëtzebuerger Jugendherbergen », et en 1988, le jour de son décès, il a légué la moitié de son patrimoine à notre fondation et l'autre moitié à la Croix Rouge. Aujourd'hui, la fondation continue à évoluer en son nom et selon ses principes, comme il l'a créée en 1986. L'objectif de cette fondation était de supporter les auberges de jeunesse, de soutenir et promouvoir les activités sociales, touristiques et sportives pour jeunes ainsi que de stimuler des activités générales, sans visions politique, sociale ou religieuse. Je voudrais remercier Henri Ahlborn, Marie-Josée Ries et Henri Etienne qui ont collaboré et nous ont soutenus lors de la préparation de cet événement. Je remercie également la Chambre de Commerce pour la mise à disposition des locaux, ainsi que les intervenants et le public présent aujourd'hui, ce qui prouve que Carlo Hemmer est, à ce jour, toujours présent dans nos esprits.

Je n'ai pas personnellement connu Carlo Hemmer, mais à travers ses œuvres et des discussions sur son personnage, il me semble qu'il était un homme avec de multiples talents. Il était omniprésent aux niveaux national et international.

Carlo Hemmer est né à Ettelbrück le 26 juin 1913, il y a exactement 100 ans, ce qui donne lieu à sa célébration cette année. Il a effectué sa scolarité à Ettelbrück, à Diekirch et à Luxembourg avant de partir étudier à Paris et à Leipzig.

En 1936, il a commencé à travailler au Ministère de l'Agriculture du Grand-Duché de Luxembourg. Pendant la période de guerre, il a dû quitter le Luxembourg. Mais, à la fin de la guerre, il devint Secrétaire Général de la FEDIL. Puis, en 1958, il fut nommé Directeur auprès de la direction générale « Industrie, Commerce et Artisanat » à la Communauté Economique Européenne à Bruxelles. Finalement, en 1962, il devint Directeur de la Chambre de Commerce jusqu'à sa retraite en 1974.

En outre, il était membre fondateur du journal indépendant « Lëtzebuerger Land », qui subsiste jusqu'à aujourd'hui et continue dans sa lignée. A côté de ses fonctions rémunérées, il était président des Auberges de Jeunesse Luxembourgeoises, président de l'Office Luxembourgeois pour l'Accroissement de la Productivité, membre du Conseil Economique et Social des Communautés Européennes, membre du Conseil de la CFL, président de la Société de la Bourse de Luxembourg et membre du Conseil d'administration de la Banque Générale du Luxembourg, ce qui l'a fait découvrir beaucoup de facettes de l'économie luxembourgeoise. Malheureusement il s'est éteint le 11 novembre 1988 à l'âge de 75 ans, ce qui nous mène à célébrer son 100^e anniversaire cette année, et en novembre nous commémorerons son décès il y a 25 ans.

Carlo Hemmer était un homme à deux cœurs. D'un côté, il avait un esprit très ouvert pour tout ce qui concernait la jeunesse et il était proche de la nature, qu'il prenait comme source d'inspiration. De l'autre côté, il était un grand économiste ayant beaucoup contribué au développement du Luxembourg, comme l'indiquent ses multiples fonctions. A travers des

discussions, j'ai appris qu'il était un grand observateur qui, comme un enfant, essayait de documenter ses observations faites lors de ses promenades et de ses fonctions.

Il prenait note de tout, se montrait toujours serviable, et documentait de façon extensive. Cette documentation lui donnait trois vies: l'anticipation de son expérience lorsqu'il planifiait, l'expérience réelle (vécue) et en révisant sa documentation, il pouvait revivre toute expérience une (troisième) fois.

Quant à sa documentation, il a, d'un côté, rédigé des articles sur des soucis écologiques, partiellement non encore bibliographiés à ce jour et, de l'autre côté, en économie, deux œuvres remarquables sont à relever. Tout d'abord, en 1949, est parue l'œuvre « L'économie du Grand-Duché de Luxembourg. Première Partie. - Les conditions naturelles et sociales. - La production primaire », puis, en 1953, la Deuxième Partie, un ouvrage sur « La production secondaire - la sidérurgie ». Il voulait réaliser le troisième volet d'une trilogie initialement prévue, mais il n'a malheureusement pas eu le temps de l'entamer. De plus, il a partagé ses idées sur l'histoire de la Banque Générale du Luxembourg et sur ses inquiétudes à propos de l'Union Européenne.

En outre, deux documents politiques sont à relever. Le premier date de 1966: « Der Staat seid Ihr », où il déclare que chaque citoyen doit adopter un rôle responsable dans la société, et le deuxième de 1970, « La valeur de l'inestimable », dans lequel il met en question la constitution du PIB.

Finalement, une œuvre sur sa vie a été rédigée par Jacoby, Nicolay, Ries et Schaffner en 1991, sous le titre de « Carlo Hemmer. Sai Liewen sai Wierk », ainsi qu'un DVD sur son personnage par Jean-Claude Asselborn.

Les festivités en l'honneur de Carlo Hemmer ont débuté le 3 juin 2013 avec la présentation de Rosch Krieps de son livre « Aufs Ganze gehen » pour lequel une deuxième présentation se fera le 4 juillet à Ettelbrück dans la Maison de la Culture. Le 29 juin a eu lieu une randonnée et une visite en bus à Ettelbrück avec les auberges de jeunesse sous le titre « Auf den Spuren von Carlo Hemmer », afin de faire partager la passion de Carlo Hemmer pour la nature. Aujourd'hui, nous commémorons son côté économique et plus tard dans l'année aura lieu un événement pour son 25^e anniversaire de sa mort.

Voici mon résumé, loin d'être complet, mais une telle personnalité ne peut être résumée en un discours de 10, 15 voire 20 minutes. A travers les festivités en l'honneur de Carlo Hemmer, nous aurons vu les deux composantes de son cœur: le 29 juin la nature et aujourd'hui l'économie.

Monsieur **Carlo Thelen**, *Chef Economiste, Directeur du Département International de la Chambre de Commerce*

Monsieur le Ministre d'Etat honoraire, Mesdames, Messieurs,

En voyant le titre de ce colloque « Les défis économiques et sociaux à l'horizon 2030– Comment les maîtriser? », je me suis dit que c'est une approche appropriée de placer mon intervention dans le cadre du développement durable. En effet, cette problématique nous concerne beaucoup à la Chambre de Commerce d'où mon sujet: « Le développement durable au Luxembourg, un parcours semé d'embûches ».

Pour l'observateur non averti, il peut s'avérer difficile d'appréhender pourquoi tant d'entre nous se préoccupent de l'avenir; après tout, le Luxembourg se caractérise par un niveau et une qualité de vie exceptionnellement élevés. Par ailleurs, nous pouvons compter sur un modèle social généreux. Mieux encore, nous connaissons la paix et la sécurité, et nous vivons au sein d'un environnement riche et diversifié du point de vue culturel.

Un examen plus approfondi révèle que notre société en vient à considérer pour acquis ces éléments très positifs - ainsi que de nombreux autres, tels que d'excellents soins de santé, une infrastructure de transports et de communications de qualité, des installations de loisirs modernes et accessibles, etc. - omettant que leur pérennisation dépend d'une économie performante. Nous remarquons qu'il est difficile de maintenir notre prospérité, même si nous nous portons comparativement mieux. Nous observons à l'aide de certains indicateurs à quelle vitesse des tendances peuvent s'inverser, comme le niveau de chômage, notamment des jeunes, et le niveau de dette publique qui s'est considérablement accrue au cours des dernières années. De plus, les chiffres récents du premier trimestre 2013, montrent une évolution inquiétante avec un recul de 1,6% du PIB par rapport au dernier trimestre 2012.

Aujourd'hui, le Luxembourg est arrivé à la croisée de chemins. Notre pays est confronté à de multiples défis qui peuvent être résumés à travers une simple formule: le Grand-Duché fait apparaître des tendances économiques, sociales et écologiques qui ne sont pas soutenables à long terme, qui entrent donc en conflit avec son développement durable et qui menacent, de la sorte, les équilibres socio-économiques et écologiques futurs.

Le développement durable, tel qu'il est communément compris, est un triptyque dont les trois composantes - l'économie, l'écologie et le social - se situent sur un pied d'égalité. Un développement durable doit répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Un développement durable suppose donc que les générations actuelles, à toutes fins et intentions, ne vivent pas au-dessus de leurs moyens.

Or, ceci présuppose la pérennisation d'une économie productive, efficiente eu égard à la consommation des ressources naturelles et énergétiques, diversifiée et créatrice de richesses, qui rende possible le maintien d'un Etat social juste et équitable et une cohésion sociale élevée, tout en dégagant les moyens d'action nécessaires afin de répondre notamment aux enjeux environnementaux considérables et de doter le pays des infrastructures nécessaires à son développement durable.

Mais, avant de présenter les défis à affronter par le Luxembourg dans un souci de développement durable, il faut insister sur deux conditions de base qui forment le socle d'une telle approche triptyque, en l'occurrence une gouvernance optimale et des finances publiques saines.

Concernant la gouvernance, dans le cas de notre économie de petite taille, largement ouverte sur l'extérieur, nous savons que la stabilité politique et sociale est une condition nécessaire au développement durable.

Si le Luxembourg dispose d'un appareil étatique qui fonctionne relativement bien, compte tenu des nombreuses fonctions et missions que l'Etat doit accomplir, la coordination interministérielle et la collaboration entre administrations pourront cependant être améliorées, au vu des problèmes souvent rencontrés par les administrés lorsqu'il s'agit d'obtenir des autorisations, informations ou documents publics ou officiels. En effet, les attentes en termes d'efficacité de l'organisation de l'Etat de l'ensemble des acteurs économiques sont aujourd'hui plus hautes que naguère et constituent l'un des rares éléments où le Luxembourg est maître de son destin. Le développement durable et la simplification administrative sont deux thèmes transversaux et horizontaux qui doivent être incorporés dans une nouvelle stratégie interministérielle.

Une gouvernance saine, efficace et efficiente est donc une condition *sine qua non* en vue d'atteindre un développement durable. Si la gouvernance est d'abord politique, elle est aussi macroéconomique: il faut qu'elle vise une économie compétitive, diversifiée et capable de résister aux chocs exogènes. Et, *last but not least*, elle doit être microéconomique, en ce sens qu'elle doit livrer un cadre propice aux entreprises dans chaque phase de leur existence.

Concernant les finances publiques, celles-ci constituent la base financière des politiques mises en œuvre dans un esprit de développement durable.

La problématique liée à la non-soutenabilité des finances publiques, à court, à moyen et à long terme, représente une des problématiques les plus préoccupantes de l'ensemble des tendances non-durables qui nous guettent. Il s'agit d'ailleurs d'une problématique transversale. En effet, seul un Etat doté d'une capacité financière intacte peut encadrer les développements économique, démographique, social et environnemental et soutenir le niveau de vie général de la population à travers un effort redistributif digne de ce nom. Aujourd'hui, les comptes publics sont loin d'être équilibrés, et ils le seront encore moins à l'avenir dans l'hypothèse de réformes structurelles insuffisamment ambitieuses. Monsieur Grulms, vous êtes en particulier concerné par l'importance de maintenir le triple A. Récemment, le Luxembourg a lancé un emprunt sur 10 ans de 2 milliards avec un coupon de 2.125% et un emprunt de 750 millions sur 15 ans en mars de cette année. L'évolution de l'endettement est de plus en plus inquiétante, en effet de plus en plus de dépenses courantes sont financées par le recours à l'emprunt.

Volet économique

Seul un modèle économique pérenne peut générer des moyens d'action suffisants pour poser les jalons d'une politique sociale et environnementale ambitieuse et efficiente.

La compétitivité des entreprises est une condition essentielle à la genèse de croissance économique et à l'amélioration durable du niveau de vie, en procurant un haut niveau d'emploi, des salaires attractifs et un niveau élevé de cohésion sociale. Loin d'être une fin en soi, elle constitue un moyen de relever le niveau de vie et d'améliorer le bien-être social. La compétitivité va main dans la main avec l'efficacité et la productivité, qui elle est notamment liée au thème de la gouvernance que je viens d'évoquer. Eviter les gaspillages, faire plus avec moins, se remettre en question ; tels sont les mots d'ordres, et non pas les acquis, les inerties et l'immobilisme.

Un Luxembourg compétitif et efficace a toutes les chances d'être, par ailleurs, un Luxembourg attractif. L'attractivité se mesure d'abord dans la capacité de notre pays à pérenniser les activités économiques déployées aujourd'hui. Mais elle s'apprécie également à l'aune de la capacité d'attirer les investisseurs directs étrangers, la substance industrielle, le savoir et le savoir-faire transfrontaliers et les meilleures têtes qui puissent nous aider à construire notre nouveau Business Model, celui fondé sur les niches de compétences.

Or, notre modèle économique présente de nombreuses faiblesses, des atouts limités dans le temps et des défis. Le plus important concerne la dépendance de l'appareil de production à l'égard d'un secteur phare à performances potentiellement hautement volatiles. De même, la compétitivité internationale des entreprises luxembourgeoises et notamment manufacturières sont menacées à cause de la dégradation de la compétitivité depuis des années. Puis, la dépendance d'importantes recettes fiscales et de certaines activités économiques aux niches de souveraineté sans doute éphémères représente une faiblesse, et ce, encore plus dans un monde « post secret bancaire ». De plus, la persistance du déficit structurel des finances publiques met à mal la force de frappe financière du pays pour accompagner la croissance démographique, la modernisation de ses infrastructures et la diversification économique. Et, finalement, le système de protection sociale est insoutenable d'un point de vue financier, sauf dans le cas - improbable - d'une croissance infinie et exponentielle de l'emploi.

Volet social

Si les défis à relever sont donc multiples et nombreux dans la sphère économique du développement durable, hélas, les tendances non-durables touchent également à la sphère sociale.

En effet, plusieurs tendances non-durables menacent directement la cohésion sociale, concept qui désigne l'état d'une société, d'un groupe ou d'une organisation où la solidarité est forte et les liens sociaux intenses.

Au Luxembourg, le développement économique tire ses origines en grande partie d'une utilisation de plus en plus significative de facteurs de production étrangers. La croissance a avant tout été extensive : entre 1995 et 2010, par exemple, le PIB a augmenté de 80%, soit de 5% par an. D'où provenait cette progression ? Et bien, l'emploi a augmenté de 70%, une quote-part écrasante de cette hausse provenant du travail frontalier et de résidents étrangers et non pas à travers une hausse de la productivité.

La progression fulgurante du travail frontalier - un triplement rien que sur la période 1995 à 2013 - et du travail des résidents étrangers, est à mettre en relation les évolutions

démocratiques et sociétales luxo-luxembourgeoises quant à elles très peu dynamiques, ce qui va aggraver le problème de pension.

Par ailleurs, le débat politique fait apparaître un déficit démocratique manifeste et l'électorat est de moins en moins représentatif des réalités socio-économiques « nationales » où les non-Luxembourgeois représentent 71% de l'emploi, 75% des créations d'entreprises et pas loin de 100% des entreprises innovatrices start-up.

Les électeurs luxembourgeois ne couvrent plus qu'une personne sur trois ayant un lien direct avec le territoire national (résidents et frontaliers). Est-il durable, voire sain, que moins de 230.000 électeurs (dont la moitié sont inactifs) décident ainsi du sort de quelque 665.000 résidents et frontaliers ?

Outre cet enjeu de représentativité et de gouvernance, notre pays fait apparaître d'autres défis qui rentrent en conflit avec son développement durable social et sociétal. Tout d'abord, le Luxembourg compte deux marchés du travail ; un secteur public toujours largement cloisonné et un secteur privé de plus en plus dépourvu d'autochtones, avec un nombre de plus en plus élevé de résidents qui s'éloignent des grandes tendances économiques et ne peuvent même pas s'identifier avec ces dernières. De plus, le chômage structurel ne cesse d'augmenter, surtout celui des jeunes. Cette progression du chômage des jeunes reflète notre système d'éducation peu propice à l'ascension sociale et en parallèle, la pauvreté progresse avec une personne sur sept considérée comme pauvre au Grand-Duché, en raison de la nature non-sélective de son système social. De même, l'accès au logement s'avère de plus en plus difficile pour de nombreux résidents, qui deviennent, du coup, des non-résidents, dans un contexte de stagnation économique, accompagnée de prix immobilier s'inscrivant toujours à la hausse sous toile de fonds notamment (mais pas exclusivement) d'une raréfaction artificielle de l'offre suite, notamment, aux lourdeurs administratives. De plus, la société affiche une « trappe à l'inactivité » largement encouragée par le trop faible différentiel entre les transferts sociaux et le salaire social minimum. La société estime à tort que le marché du travail et la population peuvent continuer de croître presque à l'infini sans impacter notre mode de vie et l'environnement naturel. Ce sont des tendances intenable à l'avenir.

L'apparition de sociétés parallèles et la ségrégation sociale sont des risques réels auxquels est confronté le Grand-Duché. La diversité est une richesse endogène du pays largement sous-exploitée. Afin de maintenir le niveau de vie élevé et de garantir une équité intergénérationnelle, le Luxembourg doit se réformer. Le scénario « à politique inchangée » mènera à une impasse et menacera, à terme, l'ensemble de la société. Les décisions à prendre pour assurer le développement durable exigent du courage politique et une vision à long terme du gouvernement.

Volet écologique

La croissance extensive mentionnée précédemment signifie que notre croissance a surtout été due au fait que de plus en plus de personnes travaillent, et non que ces personnes soient de plus en plus productives. Or, il s'ensuit par corollaire une pression accrue sur les infrastructures de transport, sur l'environnement, sur les ressources et sur la consommation d'énergie. Si au lieu de miser pratiquement exclusivement sur la croissance de l'emploi, nous essayions de mettre la productivité ; le « plus avec moins »

et l'efficience au centre de l'attention, nous ferions un grand pas en avant pour ce qui est de notre bilan énergétique et environnemental.

Le Luxembourg est régulièrement sous le feu de la critique au sujet de ses importantes émissions de gaz à effet de serre. A cet égard, certains reproches sont sans doute justifiés, alors que d'autres ne le sont pas s'ils sont placés dans le contexte d'un pays qui s'apparente plus à une région métropolitaine ouverte et interconnectée qu'à un Etat disposant de régions urbaines et rurales.

De surcroît, les tendances écologiques non-durables dépassent la seule problématique des émissions de dioxyde de carbone pour plusieurs raisons. Premièrement la politique d'aménagement du territoire manque d'ambition et de cohérence. Deuxièmement, les potentiels nationaux en matière de réduction des émissions et de promotion des énergies renouvelables sont sous-exploités et se heurtent souvent à l'attentisme politique ou à la mentalité du « *nimby* » - pour « *not in my backyard* » -. Troisièmement, la qualité de nos plans d'eau est moins bonne que celle prévalant dans de nombreux Etats occidentaux et les instruments flexibles en matière climatique continuent d'être injustement critiqués, alors qu'ils sont - généralement - pertinents à la fois d'un point de vue économique, écologique et social.

Le marché unique et la libéralisation économique sont des aubaines pour le Luxembourg. Dès lors, faut-il accepter, voire favoriser, la coopération internationale pour atteindre les objectifs ambitieux de notre politique énergétique et climatique ? Relever ces défis, c'est également éviter que notre pays ne devienne un désert industriel.

Conclusion

Récapitulons. Les défis du Luxembourg sont multiples. Les principaux - ceux qui sont jugés « très importants » - tels qu'ils ressortent d'un sondage représentatif mené par l'initiative « 2030.lu - Ambition pour le futur » auprès de la population résidente et frontalière, sont des logements à des prix abordables, la productivité de l'économie, la cohésion sociale - définie comme étant le fait de limiter les écarts entre les personnes aisées et celles qui sont dans le besoin -, la modernisation du système d'enseignement, la diversification de l'économie luxembourgeoise, le vivre ensemble entre personnes d'origines différentes, la réforme du système des retraites, le développement de l'esprit d'entreprise et la transition vers une économie plus verte.

Du pain sur la planche et un appel solennel à l'ensemble des parties prenantes du Luxembourg, économiques, sociales, écologiques et politiques de se retrousser les manches, à s'engager sur la voie de la réforme et de préparer collectivement, sans tabous et sans acquis prédéfinis, l'avenir de notre pays.

Monsieur **Fernand Grulms**, *ABBL*,

Monsieur le Ministre d'Etat honoraire, Mesdames et Messieurs,

La politique économique de notre pays a depuis toujours été caractérisée par un échange avec l'étranger. Le Luxembourg, comme Hong Kong ou Singapour, se situe parmi les pays les plus ouverts pour des investissements étrangers. Ce phénomène a commencé avec l'industrie, notamment sidérurgique, les activités commerciales, puis les prestations de service, majoritairement les services financiers, depuis 50 ans. Aujourd'hui, le secteur financier exporte pour une valeur de quelque 15 milliards d'euros par année. Ceci nous place en deuxième position après le Royaume-Uni, mais devant la Suisse, Hong Kong, Singapour et les Etats-Unis. Le Luxembourg est devenu une plateforme internationale de commerce et de finance. C'est d'abord le mérite de notre culture travailleuse - nos semaines de travail ne comptent pas juste 35 heures comme dans beaucoup d'autres pays européens. Mais nous bénéficions aussi de la confiance de clients et d'investisseurs étrangers, qui créent leurs entreprises ici. La confiance se base sur deux éléments : la stabilité et la prévisibilité.

Au niveau de la stabilité, il est un fait que la proportion de la dette publique au PIB a triplé au cours des cinq à six dernières années pour atteindre un niveau de 21% de dette par rapport au PIB. Ces chiffres sont inquiétants, mais 7% de cette dette ont une contrepartie à l'actif du bilan de l'Etat, à savoir une participation dans des banques. Globalement, nous restons aussi dans le peloton de tête en termes de politique fiscale prudente. Ainsi en Suisse, pays pourtant vertueux en termes de finances publiques, l'endettement public se chiffre au double du nôtre. Singapour, a atteint une dette publique de 111% par rapport au PIB ce qui ne semble pourtant pas inquiéter grand monde. Ceci dit, il y a consensus pour reconnaître qu'une dette publique, qui finance des investissements dans l'avenir du pays, est une dette vertueuse. En aucun cas ne devrait-elle être utilisée pour financer des dépenses de consommation. Or, une telle situation est la réalité au Luxembourg aujourd'hui.

La stabilité des finances publiques est indispensable pour financer un Etat de bien-être futur. La stabilité des finances publiques impacte le poids futur des impôts et le rating du pays. Le rating a un impact sur le coût de la dette publique et par ce biais également sur notre potentiel d'attirer de nouveaux investissements et capitaux vers notre pays. En bref, notre croissance future, l'équilibre sur le marché du travail et celui de la sécurité sociale sont tributaires de finances publiques saines.

Jusqu'à présent, la confiance d'investisseurs internationaux était une composante de notre « business model ». Je considère dès lors que le maintien du rating triple A est une contrainte de la politique économique grand-ducale. Il n'y a tout simplement pas d'alternative. Le niveau de la dette publique n'est pas encore alarmant, mais le temps est venu où il faut prendre des décisions pour renverser la tendance. La réduction de la dette publique est une priorité absolue.

Les finances privées et publiques nécessitent un bon équilibre entre réduction des dépenses et augmentation des recettes. L'augmentation des recettes ne doit pas passer par une augmentation de l'imposition. Au contraire, le Gouvernement devrait mener une

politique offensive de “ supply side economics ”. Depuis Jean-Baptiste Say et Arthur Laffer nous savons que « trop d’impôt tue l’impôt ». Et encore, les théories de Laffer ont été formulées dans un circuit d’économie fermée, ce qui n’est absolument pas le cas du Grand-Duché. L’élasticité des recettes fiscales par rapport au taux d’imposition affiche une dynamique bien supérieure dans un espace, dont le bien-être dépend de sa capacité à attirer des capitaux étrangers.

Je suis persuadé que les recettes publiques peuvent être augmentées en positionnant le taux d’impôt nominal au niveau du taux d’impôt effectif. Ceci reviendrait à diminuer de 30 à 18-19% le taux nominal d’imposition. Une telle adaptation attirerait davantage d’entreprises et augmenterait l’assiette tant de l’IRC (impôt des sociétés) que de l’IRPP (impôt sur le revenu des personnes physiques) via des créations d’emplois.

Pour un pays de petite taille, il est important de ne pas décourager les investisseurs étrangers. Les capitaux et les entreprises ne sont donc pas des cibles appropriées : une élasticité élevée peut avoir pour conséquence qu’une très faible augmentation à la hausse de l’imposition ait un impact considérable sur le volume des impôts à liquider. Une augmentation d’impôts pour les personnes privées est plus gratifiante et rentable d’un point de vue du Trésor public. L’élasticité est largement plus faible. En revanche, il convient d’approcher cette question avec prudence néanmoins : plus les contribuables sont hautement qualifiés et plus ils touchent des rémunérations importantes, plus ils sont mobiles puisqu’il existe un marché du travail global pour ce type d’emplois. Rappelons encore qu’au Luxembourg, 50% des contribuables résidents ne payent pas d’impôts sur le revenu. C’est donc sur ce segment qu’il y a une marge de manœuvre.

Une étude régulière de l’OCDE démontre que le Luxembourg se positionne très favorablement au niveau des prélèvements fiscaux pour des personnes à revenu modique. Pour un célibataire qui a une rémunération de 67% du revenu moyen, le taux de prélèvement est de 29,2%. Au niveau de l’OCDE, la pression fiscale est plus faible dans 11 pays. Si en revanche, on considère le célibataire qui a une rémunération de 167% du revenu moyen, il se retrouve avec une pression de 43,5% en place numéro 21, derrière des pays comme la Grèce ou l’Espagne.

Je crois qu’il y a également de la marge de manœuvre au niveau de l’imposition sur l’immobilier et sur les voitures automobiles.

Un domaine où le Luxembourg a besoin d’un changement de mentalité est celui des transferts sociaux. 47% du budget de l’Etat est affecté à ce domaine. Avec un montant de transfert social moyen de 14.600 € par personne, le Luxembourg est champion toutes catégories - du moins en Europe – sinon dans le monde. La moyenne européenne est de 5.700 € par personne. Les transferts sociaux par personne au Luxembourg dépassent de plus de 50% les pays européens se trouvant en 2^e et 3^e position du classement, à savoir les Pays-Bas et la Suède.

Permettez-moi de faire encore quelques réflexions sur les pensions, un domaine dans lequel j’ai travaillé sur le terrain pendant quelques années. L’impact financier sur les finances publiques peut être gigantesque.

On a pu lire que notre dette sociale implicite se chiffrait à 1.100% du PIB. Ce chiffre dépend évidemment d’hypothèses comme le taux actuariel pris en compte ou encore le taux

d'inflation sous-jacent. Mais le chiffre est tout à fait réaliste. Notre système de pensions se caractérise par quatre éléments principaux. Premièrement, le taux de remplacement est parmi les plus élevés dans le monde, pouvant dépasser – dans des cas extrêmes – 100% du dernier salaire. Deuxièmement, le niveau absolu est élevé aussi en termes comparatifs pour la simple raison que les rémunérations sont élevées. Troisièmement, nos retraites sont ajustées non seulement à l'inflation, ce qui est le cas dans presque tous les pays, mais encore elles évoluent avec les augmentations de traitement réelles. Finalement, le taux de cotisation est extrêmement faible. Le faible taux s'explique d'un côté par la fiscalisation de notre régime de pension (l'Etat paye un tiers des cotisations), mais de l'autre côté également par la progression rapide de l'emploi. Cette progression de l'emploi a permis de dégager des excédents au cours des décennies passées. Dans des simulations que j'ai effectuées, et en supposant que nous évoluions dans un régime de pension par capitalisation, les taux de cotisation devraient se situer dans un ordre de grandeur de 45 à 50% pour atteindre le niveau de prestations d'aujourd'hui (Robert Kieffer, le Président de la Caisse de Pension a d'ailleurs avancé des chiffres dans un même ordre de grandeur). Or, le taux de cotisation est d'environ la moitié de cette contribution, ce qui démontre largement qu'aujourd'hui notre système de retraite est insoutenable avec les paramètres actuels. Il est vrai que le Luxembourg vient d'adopter une réforme des pensions en 2012. Elle constitue un premier pas dans la bonne direction, mais elle représente une goutte dans un océan. La réforme est basée sur une croissance du PIB de 3% et sur une croissance de l'emploi de 1,5%, ce qui est loin d'être le cas en réalité. En suivant ces hypothèses, nous aurions atteint le maximum de nos réserves vers 2022 et en 2035 elles seraient épuisées. Les systèmes de pension de la plupart des pays européens qui sont virtuellement en faillite ne devraient pas nous servir d'exemple à suivre.

Je suis sidéré par la myopie dans ce domaine. Ceux qui gèrent notre Sécurité Sociale, refusent la transparence de l'état financier de notre système de pension. L'autorité de contrôle de la Sécurité Sociale IGSS connaît le montant du passif social. Elle pourrait sans aucun problème mettre ce chiffre en relation avec le PIB. L'observation de cette grandeur nous permettrait de tirer la sonnette d'alarme au moment approprié. Nous préférons pourtant enfouir la tête dans le sable pour ne pas voir arriver le tsunami qu'on peut déjà deviner à l'horizon.

Je suis conscient de ne pas avoir abordé de nombreux domaines importants dans lesquels des réformes s'imposent comme la politique du logement, le système d'éducation ou encore la recherche de l'équilibre entre la croissance et la soutenabilité. Je laisse ces sujets ouverts et je pense que les prochains orateurs ne se priveront pas de les développer.

Je vous remercie pour votre attention.

Je vous remercie pour votre invitation. Effectivement ma vision sera pour le moins complémentaire au discours précédent, mais peut-être que cela rendra la discussion plus animée tout à l'heure. Il est fréquent de discuter de challenges et de déséquilibres au Luxembourg sous le slogan du développement durable. C'est un concept très répandu aujourd'hui, car on peut l'utiliser sous différentes facettes pour exprimer ses opinions. Monsieur Carlo Thelen a tout à l'heure défini le développement durable en tant que « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs », en citant ainsi la définition du Rapport Brundtland. Je voudrais y ajouter l'explication importante qui suit cette citation : « Deux concepts sont inhérents à cette notion : *« le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »*

Le développement durable ne concerne donc pas simplement trois piliers qui doivent évoluer en équilibre l'un par rapport à l'autre, mais les tendances de non-durabilité font référence à des conflits. Il s'agit souvent d'un conflit d'intérêt intergénérationnel qui tient à la façon dont nous satisfaisons nos besoins et utilisons des ressources écologiques et sociales. Selon une citation de Gandhi, « Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'homme, mais pas assez pour assouvir son avidité ». Nous vivons dans un pays terriblement avide, qui parle de ressources renouvelables, mais notre empreinte écologique atteint huit à neuf planètes et nous avons un des taux d'émission de CO₂ par habitant des plus élevés. Afin de réduire notre empreinte écologique, il ne suffit pas uniquement d'être plus efficace tout en maintenant notre pouvoir d'achat. Nous observons que la croissance du PIB du pays va de pair avec l'utilisation de ressources naturelles, ce qui crée des tensions écologiques et sociales.

Du côté des ressources sociales, la situation est la même : nous voulons faire pareil avec moins de frontaliers, ce qui engendre forcément une croissance du chômage dans la région. Il nous faut donc de la modération et de l'efficacité en nous demandant quels sont nos besoins et quand nous en avons assez. Prenons l'exemple de Carlo Hemmer, qui aimait découvrir les pays qu'il visitait à la marche pendant son temps libre et comparons cette attitude à notre comportement de loisirs. Le développement durable ne consiste pas en trois piliers égaux en droits. Il y a aujourd'hui un déséquilibre considérable vers l'économique aux dépens du social, du culturel et de l'écologique.

L'économie est certes un élément essentiel de nos sociétés, car c'est le domaine de fabrication de produits et de services qui sont échangés pour satisfaire nos besoins. Or le but de l'économie n'est pas la croissance du PIB, mais le bien-être et la satisfaction de nos besoins, « le concept de besoin et plus particulièrement les besoins des plus démunis ». Le Luxembourg se porte comparativement mieux que d'autres pays avec un bien-être confortable et un PIB par habitant le plus élevé au monde, mais nous avons un sérieux problème de développement durable. En effet, nous utilisons le double de surface

agricole pour nous nourrir et ne laissons pas de place aux autres. Nous ne réfléchissons pas à comment réduire les ressources nécessaires pour satisfaire nos besoins mais à comment en obtenir encore plus.

Ce déséquilibre se traduit également dans la politique fiscale. En effet, nous ne voulons pas taxer les capitaux, ni la population gagnant les salaires les plus élevés. Ainsi, nous leur proposons un arrangement de 5-6% de taxation effective, afin de continuer à les attirer au Luxembourg et afin de maintenir notre niveau de vie. Mais ceci nous mène vers une situation sans marge de manoeuvre, car nous n'avons plus beaucoup de marge vers le bas. Par exemple, concernant la loi sur les gestionnaires de fonds alternatifs, je ne pense pas qu'un pays ait une loi encore plus favorable que la nôtre. Mais est-ce que cette approche peut être durable ? Et, est-ce qu'elle amène plus de durabilité au Luxembourg ? La réponse est deux fois clairement non !

Un autre exemple : les circulaires de l'administration des impôts naissent souvent d'idées du Ministère des Finances qui ne sont discutées ni politiquement ni publiquement et restent donc sans légitimation politique. Où est la démocratie ? Le Luxembourg opère une politique clientéliste pour des personnes exclusives, ce qui nous mène bien loin du développement durable, qui déclare qu'il faut prioriser « particulièrement les besoins essentiels des plus démunis ». Nous priorisons pour garder ce que nous avons déjà en abondance. L'Europe fait face à des défis importants avec son manque de ressources renouvelables, une population vieillissante et un besoin de cohésion. Le Luxembourg est devenu une place financière par héritage historique, mais aujourd'hui notre niche fiscale et de souveraineté est vivement critiquée, ce qui nous freine sur notre lancée.

Récemment j'ai lu l'œuvre de Carlo Hemmer « La valeur de l'inestimable » et je l'ai lue avec plaisir. Elle reste d'une actualité remarquable malgré ses 40 ans. Je me demande, si les élaborateurs du « PIB bien-être » avaient lu cette œuvre, est-ce qu'ils auraient dévié autant qu'ils semblent l'avoir fait aujourd'hui. L'œuvre n'élabore pas des aspects sociaux, car il y a 40 ans la croissance était encore source de bien-être. Mais aujourd'hui la croissance est nécessaire afin de préserver notre niveau de vie, et non pour le développer. Nous devons agir différemment concernant les biens communs, comme les droits d'émission distribués de manière catastrophique, la surpêche et la déforestation, et aussi l'argent. Carlo Hemmer a évoqué ces thèmes dans son exposé.

En effet, l'argent est un bien commun qui devrait être à la portée de tout le monde et non pas être utilisé pour engraisser l'économie. La BCE a fixé le taux d'intérêt au plus bas en supposant que l'économie s'adapterait et s'organiserait en fonction. Néanmoins, les PME qui nécessitent de l'argent pour leur entreprise obtiennent un taux d'intérêt bien loin de celui fixé par la BCE, ce sont les intermédiaires qui prennent une marge démesurée au passage. L'argent atterrit dans la poche de certaines banques privées, qui peuvent générer des crédits. Le résultat est une mauvaise allocation d'un bien commun, la BCE met à disposition de l'argent bon marché, mais ce n'est pas l'économie productive qui en profite, mais le secteur intermédiaire de la finance.

Je suis convaincu que la croissance est indispensable dans des pays où les enfants n'atteignent pas l'âge de cinq ans pour cause de manque de soins, où il n'y a pas de système scolaire convenable et où la population meurt de faim. Il faut donner de la place

à ces peuples pour croître sur le territoire limité de la Terre. Or, au Luxembourg il nous faut de la croissance, afin de maintenir notre système de retraites dans le déséquilibre actuel, et les richesses à obtenir demain sont déjà redistribuées aujourd'hui. Nous avons perdu la bonne mesure et nous réclamons toujours plus de croissance.

Au Luxembourg, trois éléments génèrent de la croissance. Premièrement, l'endoctrinement de consommation grâce aux publicités suscitant un désir pour un produit dont nous aurons oublié l'utilité, car le panneau publicitaire aura disparu dans une semaine. L'absence de publicité pendant un an créerait la plus importante crise économique dans notre pays. Ensuite, l'énergie fossile alimente cette croissance, mais les réserves d'énergie fossiles conventionnelles seront épuisées dans 10 à 15 ans, le « peak » a déjà été atteint en 2005-2007. Il est vrai qu'aux Etats-Unis le prix des énergies non conventionnelles diminue. Il s'agit là des exploitations des gisements de l'offshore au fond des océans profonds, ou du gaz de schiste. Depuis 1995, le pourcentage d'énergies non conventionnelles a augmenté de 5% à 70% aux Etats-Unis. Mais cette aventure comporte les risques les plus élevés, voir l'accident du Deep Water Horizon dans le golfe du Mexique. A cela s'ajoute l'incidence de l'exploitation du gaz de schiste sur les nappes phréatiques. Les Etats-Unis sont en train de ruiner leurs réserves d'eau. Pourtant, le 21^e siècle sera marqué par la guerre pour l'eau.

La troisième source de croissance réside dans le libre échange. En général la liberté des individus est établie et protégée à travers les droits, obligations et régulations. Mais aujourd'hui, les accords de libre échange éliminent ces droits, devoirs et règles. Ainsi, on ne crée pas plus de liberté, mais on laisse les plus faibles à la merci des plus forts. Les PME paient cinq fois plus d'impôts que les transnationales et doivent effectivement respecter toutes les régulations sociales et environnementales dans leur lieu d'établissement. Ce qui se produit au niveau des entreprises se répète au niveau des pays et de leurs populations.

Une économie dont je rêve serait plus diversifiée, à côté de l'économie du marché privée, capitaliste, globale, il y aurait une économie sociale, solidaire et locale avec des sociétés commerciales qui suivent leur objectif social en étant profitables. Il nous faut une économie ancrée dans les besoins des gens et non dans leurs désirs, Aujourd'hui une entreprise normale obtient un taux de rendement de 3 à 4%, mais 15% leurs sont demandés par les marchés boursiers qui ne sont donc plus des sources de financement, mais des machines à décapitaliser les entreprises. .

Carlo Hemmer a plaidé également pour une économie citoyenne et sociale, il a reconnu très tôt les risques du dérapage économique, que le Luxembourg n'a pas évité depuis.

Pierre Gramegna : Je vous remercie d'avoir fait le lien entre vos idées et les œuvres de Carlo Hemmer.

Questions/Commentaires

Comme Monsieur Mathias, j'ai étudié les œuvres de Carlo Hemmer et ai trouvé un passage important, qui me semble avoir été trop oublié au cours des dernières années et qui, s'il avait davantage été discuté, aurait peut-être conduit à une situation moins critique aujourd'hui. Il s'agit de l'œuvre « *Bierger am Staat* » de 1966 dans le chapitre « *Frot net zevill vum Staat* »: « *Et ass wichteg, datt mer alleguer eng Sphär behalen wou mier als Individuum* ». Carlo Hemmer était un individualiste, un humaniste, qui pouvait lier les éléments économiques avec la nature et le social de façon exemplaire dans ses œuvres. Là où nous pouvons montrer notre initiative et où l'Etat ne se mêle pas, il va plus loin, « *loosse mer also nemmen do reglementéieren wou et wierklech am Interêt vum Ganzen néideg ass. Loosse mer net fir alles eng Autorisatioun aféieren, en Examen, en Diplom, mee loosse mer Vertrauen hun an d'Leeschtung vun den eenzelnen Bierger. Well et sin d'Leeschungen déi d'Lëtzebuerger am Laaf vun engem Jorhonnert vun engem aarmen Ergräifstaat zum Wuelstand vun haut geféiert hun. Wat mer méi reglementéieren, wat mer méi Autorisatiounen virschreiwten, wat mer méi Fräiheet an d'Initiativ vum Eenzelnen méi aschränken, wat mer dofir och méi Kräfte aus der produktiver Wirtschaft, wou se néideg ass a gebraucht gëtt, an onproduktiv Administratioun eriwwerzéien.* » Dans ces temps où tout est interdit et où l'Etat se mêle de tous les domaines, pourquoi ne pas suivre les propos de Carlo Hemmer de 1966 ?

Je me présente, Henri Etienne, j'ai connu Carlo Hemmer et ai également travaillé avec lui. Le sujet de ce colloque est « Les défis économiques et sociaux à l'horizon 2030 ». Je me suis demandé quelles contributions et recommandations Carlo Hemmer, avec les valeurs qu'il a toujours défendues, ferait à la situation actuelle, dans un contexte complètement différent du sien. Selon Carlo Hemmer, la valeur suprême pour lui et pour notre pays était de garder la liberté pour le beau, le bon et le vrai et que rien ne soit imposé. Afin d'assurer ces valeurs, de maintenir une indépendance économique et d'avoir de la liberté pour d'autres valeurs, il était prêt à réduire sa consommation. En effet, il n'a eu sa première voiture que lorsqu'il est allé à Bruxelles et encore c'était une « Volkswagen ». Carlo Hemmer est l'exemple à suivre pour un petit pays comme le nôtre, Monsieur Grulms, dans lequel nous ne sommes pas maîtres de la situation. Notre force consiste en notre capacité à s'adapter.

Carlo Hemmer a vécu beaucoup de conflits intenses à l'intérieur de lui-même et voulait pour cela rédiger son exutoire. Sa biographie regroupe des prises en compte de conflits pour lesquels il trouvait une solution, c'était un appel à l'individu. Dix ans après la publication de « La valeur de l'inestimable », un important article est paru dans le « Lëtzebuerger Land »: « *Wir rechnen falsch* ». Cet article argumente que le calcul du PNB n'est pas réaliste et que nous ne considérons pas, même nous détruisons les valeurs réelles, si nous ne changeons pas ce procédé.

Carlo Hemmer était un homme proche de l'individu. Il a aidé beaucoup de personnes, même de simples travailleurs afin de leur donner plus de valeur. Il savait, que si le peuple ne se porte pas bien, le pays ne peut pas bien se porter et c'est cela qu'il aurait recommandé dans cette crise. Il ne s'agit pas d'une affaire abstraite de PNB, mais de chaque individu. Je considère Carlo Hemmer d'une actualité totale et dans certains

aspects il est justement aux antipodes de notre société actuelle. Tout à l'heure le mot « austérité » est tombé, un mot qui est considéré de façon péjorative aujourd'hui, même considéré comme politiquement incorrect. D'un côté son œuvre « Der Staat seid Ihr » enseigne que l'on ne peut pas dépasser ce que l'on gagne. Si l'Etat te donne plus, tu dois le lui rendre. De l'autre côté, Carlo a vécu une vie très riche malgré sa faible consommation de biens. Carlo Hemmer a vécu une belle vie, juste et épanouie sans que cela n'impacte le PNB.

Monsieur Gramegna: Je vous remercie pour votre contribution Monsieur Etienne, c'était très intéressant et émouvant. A travers votre récit on sent que vous avez travaillé de près avec Carlo Hemmer, ne relevant pas que ses œuvres mais aussi vos expériences communes.

Conclusion de Monsieur Pierre Gramegna

Carlo Hemmer s'est approprié trois verbes selon lesquels il a vécu et travaillé : noter, agir et documenter. C'est grâce à sa documentation extensive qu'il est encore tellement présent dans nos esprits, sinon il ne resterait que les traces qui s'estomperaient avec le temps, d'où l'importance de se référer à ses œuvres.

J'ai remarqué que Carlo Hemmer était dans le conseil d'administration de beaucoup d'institutions subsistant encore à ce jour comme la Société de la Bourse de Luxembourg qui est restée indépendante parmi les Bourses européennes, la BGL, aujourd'hui BGL BNP Paribas, l'Office luxembourgeois de l'accroissement de la productivité (OLAP), le Conseil Economique et Social et la Chambre de Commerce. Il était donc à l'époque au cœur de l'économie luxembourgeoise dans des institutions et entreprises qui ont durablement marqué le Luxembourg jusqu'à ce jour.

Les actions de Carlo Hemmer peuvent s'analyser sous trois angles avec comme point de repère ses ouvrages. Tout d'abord, dans « Der Staat seid Ihr » il met en évidence son trait de caractère d'économiste responsable. Sûrement Carlo Hemmer avait-il beaucoup de casse-têtes à expliquer et à résoudre comme d'ailleurs le chef économiste de la Chambre de Commerce, Monsieur Carlo Thelen, qui rédige aujourd'hui nos avis sur le budget de l'Etat. Je suis sûr que Carlo Hemmer ne serait pas indifférent face au déficit budgétaire actuel qui préoccupe beaucoup la Chambre de Commerce. En effet, celui-ci a triplé ces cinq dernières années et si ce scénario se reproduit, le Luxembourg ne respectera plus les critères du Traité de Maastricht. Le deuxième aspect de ce livre concerne la durabilité. Aujourd'hui nous avons beaucoup de difficultés à suivre le chemin de la durabilité pour notre croissance, et la prise de conscience à ce sujet doit beaucoup à Carlo Hemmer dans ce domaine où il fait figure de précurseur. Le dernier aspect à souligner concerne la sécurité sociale financée par le budget de l'Etat, ce qui est favorable à notre économie, car c'est un domaine qui échappe à l'emprise des autorités communautaires. La conclusion sur ce livre c'est qu'il est resté de grande actualité.

Le deuxième ouvrage de référence c'est « La valeur de l'inestimable » dans lequel deux aspects commençant par la lettre « B » m'ont marqué : Les ballades de Carlo dans la nature pour chercher de l'inspiration et son amour pour le bénévolat. Carlo Thelen a soutenu qu'il faut « faire plus, avec moins », contrairement à Monsieur Mathias qui dit que ce n'est pas possible. La Chambre de Commerce évoque volontiers aujourd'hui les 3 volets de l'économie durable, à savoir les piliers économique, environnemental et social.. Cette approche semble simpliste à Monsieur Mathias qui a argumenté qu'un pilier influence l'autre et qu'aujourd'hui le Luxembourg ne parvient pas à résoudre cette équation convenablement. Carlo Hemmer aurait quant à lui plaidé pour une approche plus individuelle avec moins de réglementations. Il y a 50 ans on aurait placé le balancier différemment qu'aujourd'hui.

La troisième remarque se réfère à une citation célèbre de Carlo Hemmer qui n'a pas été mentionnée ce soir, à savoir : « Comme l'Egypte est le don du Nil, le Luxembourg est le don du fer ». Cette phrase décrit magnifiquement comment grâce à l'acier le Luxembourg est sorti de sa pauvreté tout en réussissant à écouler ses produits sur toute sa planète.

L'acier était le symbole de la nécessité d'ouverture de l'économie pour un pays qui est passé du stade agricole à celui de puissance industrielle. Carlo Hemmer n'a pas pu vivre l'évolution vers notre économie actuelle de services car celle-ci s'est développée plus tard. Néanmoins, aujourd'hui son savoir et son expérience seraient très utiles au sujet de l'attitude à adopter par rapport au débat sur l'ouverture de notre économie, tant pour les produits et services que pour les personnes et les capitaux qui sont les libertés fondamentales que l'Union Européenne a défendues dès le début.

Si nous voulons continuer à être compétitifs, il faut se donner les instruments, lois et niches qui garantissent notre attractivité. Je suis convaincu que Carlo Hemmer partagerait cet avis, car notre ouverture est notre richesse actuelle, même si celle-ci amène aussi des complications comme le déficit démocratique qui s'en est suivi. A ce jour nous sommes champions du monde en exports du secteur financier par habitant, comme autrefois nous étions champions du monde en exports sidérurgiques par habitant. Dans ce domaine nous dépassons notre empreinte sur la carte géographique. Cette grande ouverture élargit l'assiette des recettes de l'Etat, à l'avantage du Luxembourg, mais certainement aussi au détriment d'autres.

Monsieur Mathias a proposé des idées intéressantes en fiscalité, ce qui me mène à mon prochain sujet, à savoir la gouvernance et la transparence. Je suis interpellé par le nombre de sujets qui ne sont pas abordés au Luxembourg, soit parce qu'ils sont complètement méconnus, soit qu'il existe un consensus pour ne pas en parler. A quand plus de transparence? Monsieur Mathias a évoqué dans ce contexte des mesures fiscales qui ont été adoptées discrètement. Monsieur Grulms a cité des statistiques de sécurité sociale qui ne sont pas publiées et ce au 21^e siècle ! Tout ceci est un problème de gouvernance que Carlo Hemmer ne manquerait pas de stigmatiser.

Last but not least, Carlo Hemmer était un homme de valeurs. Il a parcouru un chemin diversifié, possédait de nombreuses qualités et réussissait à combiner deux mots: l'individualisme et la responsabilité. Il n'était pas un tenant de l'individualisme libertaire qui s'épanouit au détriment de l'autre, mais plutôt de l'individualisation responsable qui favorise une harmonie avec autrui.